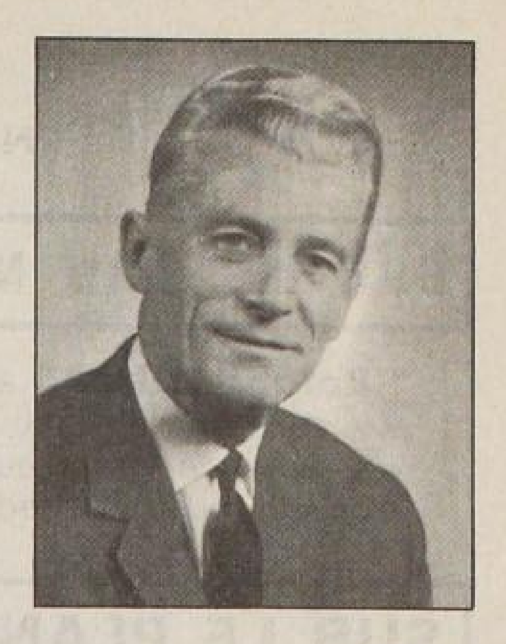


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE

ARRONDISSEMENT DE BRIVE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 23 JUIN 1968



FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE
(F. G. D. S.)

Electrices, Electeurs,

La dissolution de la Chambre qui a suivi la crise économique et sociale est le résultat de **dix années** de politique gaulliste : le gouvernement Pompidou est au pouvoir depuis six ans.

La **F**édération de la **G**auche **D**émocrate et **S**ocialiste en proposant aux électrices et aux électeurs, en Corrèze comme dans les autres circonscriptions de France, un **programme,** des **hommes nouveaux,** avait offert la seule alternative possible au pouvoir gaulliste.

- La F. G. D. S. en dénonçant le chômage (plus de 500.000 sans emploi) suggérait la relance de l'économie par un nouveau plan et des investissements productifs ;
- La F. G. D. S. en proposant **à temps** la hausse des salaires, la suppression des zones de salaires, la revalorisation du SMIG et du SMAG, etc..., entendait augmenter la consommation et faciliter cette relance ; des mesures en faveur des vieux avaient le même objectif ;
- La F. G. D. S. demandait de porter d'urgence remède au malaise de l'enseignement : insuffisance des crédits, des bâtiments, nombre trop faible des maîtres dans tous les ordres d'enseignement, organisation de la scolarité jusqu'à 16 ans, réforme démocratique de l'Université ;
- La F. G. D. S. exigeait l'amélioration du sort des **agriculteurs** (qui viennent d'entendre le général de Gaulle déclarer « que cela ira mieux pour eux dans 10 ans ») en rendant plus humaines les conditions de la modernisation et plus constants leurs revenus ;
- La F. G. D. S. voulait reporter l'application de la TVA pour faciliter l'adaptation du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture aux transformations de l'économie moderne ;
- La F. G. D. S. entendait réduire les dépenses de prestige pour abaisser l'âge de la retraite de 65 à 60 ans, accroître les dépenses de l'enseignement, du logement, de la santé, soutenir les collectivités municipales et départementales, donner ainsi aux femmes, aux hommes et aux jeunes plus de bonheur et de raison d'espérer ;
- La F. G. D. S. réclamait un véritable droit à l'information des citoyens.

La majorité gaulliste a eu les pleins pouvoirs en Avril 1967.

Elle n'a pas su gouverner ni prendre à temps les mesures que les événements lui ont imposé en Mai 1968.

Si elle revient, les mêmes erreurs se reproduiront.

Vous remplacerez un régime autoritaire et incompétent par la République des citoyens.

Electrices, Electeurs,

Nous avons en 14 mois tenu nos engagements.

SUR LE PLAN NATIONAL

Roland DUMAS au cours de deux sessions (6 mois de travail effectif) a été à trois reprises notamment, le porte parole écouté du groupe parlementaire de la F.G.D.S. Dans le débat de censure économique, il a dénoncé les erreurs du pouvoir. En Avril 1968, son intervention sur l'O.R.T.F. et l'information annonçait ce qui allait se produire.

SUR LE PLAN LOCAL

Il est intervenu efficacement en toutes occasions pour défendre les intérêts de la région : ligne Brive-Nexon, agents du Lycée Cabanis, C.E.G. de Beynat, Meyssac, Lycée d'Objat, Centre d'Apprentissage S.N.C.F. à Brive, soutien aux Municipalités, etc... etc...

Fidèle à sa promesse, il a déposé une proposition de loi visant à créer le **label de qualité du veau de lait corrézien** dont nombre de nos agriculteurs tirent une partie de leurs ressources.

L'AVENIR

LE GAULLISME EST LE PASSÉ.
LA F.G.D.S. EST L'AVENIR.

Elle ne se situe pas dans les extrêmes et refuse la division de la France en deux blocs.

Au pouvoir, elle propose sur la base de son programme du 14 Juillet 1966 une démocratie socialiste avec un **programme de législature** possible et immédiatement applicable :

- Un Plan démocratique de développement économique et social au service de l'Homme et l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale ;
- Une Politique agricole pour une juste rémunération du travail paysan et des moyens différenciés selon les situations, les types d'agriculture et les régions ;
- Une Politique de l'Industrie et du Commerce pour soutenir les artisans, les petits industriels et commerçants et pour donner progressivement à la collectivité les éléments essentiels de décision économique afin de faire prévaloir l'intérêt général contre les abus de la technocratie ;
- Des hommes ou des groupements responsables pour remplacer une société bureaucratique et oppressive :
  - dans les communes, les départements, les régions économiques ;
  - dans l'entreprise avec la reconnaissance de la section syndicale ;
  - à l'Ecole et dans l'Université dont les structures ont fait faillite ;
- Une Politique fiscale juste et sincère au service du développement de l'activité économique pour créer les conditions de nouvelles conquêtes sociales ;
- Une Politique de paix et de solidarité internationale en vue d'un désarmement programmé, contrôlé et la renonciation pour la France à la force de frappe.

Chers Concitoyens,

VOUS CONFIRMEREZ VOTRE VOTE DE MARS 1967 EN VOTANT A NOUVEAU POUR :

- UN PROGRAMME
- UNE ÉQUIPE REPRÉSENTÉE A BRIVE PAR :

Maître Roland DUMAS

Député sortant F.G.D.S.
Vice-Président de l'Assemblée Nationale
Membre du Contre-Gouvernement
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre

Docteur Pierre BLAYAC

Député suppléant
Docteur en Médecine
Médecin Chef du Service Pneumologie au Centre Hospitalier
Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Résistance - Croix de Guerre avec Palmes
Médaille d'Honneur de la Jeunesse et des Sports

Georges MICHEL - Imp. - Brive